



Les langues nationales dans la formation des traducteurs et traductrices au Cameroun : enjeux et propositions didactiques

MAXIME YVES JULIEN MANIFI ABOUH

Résumé :

Cet article, après avoir exposé les enjeux de la traduction dans les langues nationales au Cameroun, pose les jalons d'une didactique de cette discipline en invitant à la systématisation d'un certain nombre de paramètres liés aux contenus et approches pédagogiques. Il s'ensuit que, bien que la demande de formation en traduction reste portée majoritairement vers les langues internationales (l'anglais, le français, l'allemand, l'espagnol, le chinois, etc.) au Cameroun, le contexte sociopolitique et économique national et international laisse entrevoir un horizon prometteur pour des traducteurs et traductrices formé·e·s dans les langues nationales. Il y a alors intérêt à consolider les pratiques actuelles d'enseignement de la traduction dans les langues nationales, capitalisées par les programmes nationaux de formation en traduction, afin de répondre efficacement aux sollicitations en la matière. Les défis

de la didactique de cette discipline, inhérents à la multiplicité des langues nationales peu dotées pour la plupart, peuvent être relevés grâce à la pédagogie hybride.

Mots-clés : didactique, langue nationale, pédagogie hybride, programme de formation, traduction

Abstract :

This paper, after a presentation of the issues of translation from and into national languages in Cameroon, paves the way for a didactic of this discipline by inviting the systematization of a certain number of parameters linked to teaching content and approaches. It appears that, although the demand for translation training remains mainly focused on international languages (English, French, German, Spanish, Chinese, etc.) in Cameroon, the national and international socio-economic, political and economic context suggests a promising horizon for translators trained from and into national languages. Hence the interest in consolidating the current practices of teaching translation from and into national languages capitalized by national translation training programs, in order to respond effectively to requests in this area. The challenges of teaching this discipline, inherent in the multiplicity of national languages that are mostly poorly endowed, can be met through hybrid pedagogy.

Keywords : didactic, hybrid pedagogy, national language, training program, translation

Résumé (yambeta) :

Eyaa é kálata yéne, keneŋ ké yákoman kulodi nkó ké nesánane né togé tó nigúu négelé népéé, yásá kulodi tén túó kutúm kolodane nesánane né togé néen a posugúlu pó pasánane togé. Alé, ambó wonó pot páányónén kaakan ké fólé nesánane né tó pɛmbɔŋ (ingiliis, pelesí, njáman, panyá, togé tó pɛmbɔŋ pé mbá á muen, etc.) a Kamelúun, olaa a nigúu ngim na a ekúu yé a táán ólalodi lé pasánane togé tó padek pálégeen kɔŋe a mædúk mó mólágiim. Tegódi anén lé tésóbini kɔŋe nenam né kolodane togé tó padek a posugúlu pó pasánane togé négɔŋ, lé pasánane togé pɛén na koleŋ

Les langues nationales dans la formation des traducteurs et traductrices au Cameroun : enjeux et propositions didactiques
κόναςάη a κενεη ké pálegodóηon pólé a pigóli. Tegelé kusóbini pebán pé nelodane né togé tó padek tuíη, tó tódioγó sép tuim tudilón, na nenam né kolodane né nélé nelodane nibulónón.

Mots-clés (yambeta) : nelodane nibulónón, nenam né kolodane, nesánane né togé, pelodane, togé tó nigúu

Historique de l'article

Date de réception : 28 septembre 2020

Date d'acceptation : 20 mars 2021

Date de publication : 1 novembre 2021

Type de texte : Article

Introduction

Le Cameroun, qui compte 238 langues nationales (Binam Bikoi *et al.*, 2012), n'abrite aucune école consacrée essentiellement à la formation de traducteurs et de traductrices dans lesdites langues. C'est un état de choses qui semble aller de soi : dans ce pays, la traduction à partir des/vers les langues nationales n'est ni organisée ni professionnellement reconnue au même titre que la traduction entre les langues officielles que sont le français et l'anglais. Le seul domaine dans lequel la traduction dans les langues nationales semble prospérer est celui des textes bibliques; la CABTAL (*Cameroon Association for Bible Translation and Literacy*), en collaboration avec la SIL (Société internationale de linguistique) et les églises, s'y investit à travers divers programmes privés. Même si quelques textes sont traduits en langues nationales, ils intéressent difficilement les éditeurs et les éditrices à cause de la faiblesse du pouvoir d'achat du

public. Traducteurs et traductrices et différents acteurs et actrices du livre convergent naturellement vers les langues officielles et étrangères, ce marché étant plus fructueux.

Cependant, l'on assiste au fil du temps à une introduction progressive des cours d'initiation à la traduction en langues nationales dans les programmes de formation formelle en traduction consacrés à la base aux langues officielles et étrangères. Quels en seraient les raisons et les enjeux? Comment s'effectuent ces cours face aux contraintes liées à la diversité linguistique présente dans les classes, caractérisée par des langues nationales peu dotées pour la plupart et/ou pas toujours maîtrisées à l'oral et à l'écrit par les étudiants et les étudiantes? Quels aménagements didactiques permettraient de consolider l'état actuel des choses? Cet article apporte des éléments de réponse à ces questions à la lumière des expériences en cours dans certaines écoles et filières de traduction au Cameroun, tout en s'inscrivant dans la perspective théorique de la sociotraductologie (Gambier, 2007) ou *sociology of translation* (Wolf et Fukari, 2007) comprise comme l'étude de la traduction en tant que phénomène social allant au-delà d'une simple opération entre langues, ou en tant qu'activité initiée et contrainte par des agents sociaux, avec des fonctions et des retombées socialement déterminées; mieux, la sociotraductologie s'intéresse aux traducteurs et traductrices (à leur statut, à leur carrière), à la traduction en tant que discipline, et aux traductions en tant que modalités interculturelles.

Le traducteur ou la traductrice en langues nationales, acteur ou actrice de la mise en œuvre de la politique linguistique nationale et de la promotion de la cohésion sociale

Le potentiel de la traduction en langues locales demeure très peu exploité au Cameroun. Pourtant, former des traducteurs et traductrices dans ces langues contribuerait à la mise en œuvre de la politique linguistique nationale et à la promotion de la cohésion sociale.

De la mise en œuvre de la politique linguistique nationale

La politique linguistique du Cameroun, bien que n'étant pas encore explicite ou promulguée, apparaît en filigrane dans les pratiques gouvernementales depuis quelques décennies. Dans la loi constitutionnelle n° 96-06 du 18 janvier 1996 portant révision de la Constitution du 02 juin 1972, le Cameroun a pris l'engagement de protéger et promouvoir ses langues nationales. Cet engagement a été décliné dans la loi n° 98/004 du 14 avril 1998 qui confie au secteur de l'éducation la mission de former des citoyens et citoyennes enraciné-e-s dans leur culture et ouvert-e-s au monde. À travers les lois sur la décentralisation n° 2004/018 et 2004/019 du 22 juillet 2004, et n° 2019/024 du 24 décembre 2019, l'État transfère aux collectivités territoriales décentralisées (régions et communes) les ressources financières nécessaires à la protection et à la promotion des langues et cultures nationales de leurs ressorts territoriaux respectifs. Le rôle des traducteurs et traductrices en langues nationales est déterminant dans la mise en œuvre de cette politique linguistique dans la mesure où celle-

ci révèle la nécessité d'une augmentation des fonctions des langues nationales; l'idéal étant que ces langues franchissent le cap véritable de langues de travail d'une part, et le cap de langues d'enseignement d'autre part, dans leur partenariat avec les langues officielles, de la maternelle au supérieur (Bitjaa, 2012; Biloa, 2013, etc.). Pourtant, il est difficile d'envisager de telles fonctions pour ces langues sans un travail d'aménagement de corpus de fond faisant appel à la traduction.

En effet, bien que plusieurs langues nationales soient dotées aujourd'hui d'alphabets, de systèmes d'écriture, de grammaires, etc., leur utilisation fait face à des problèmes d'expression scientifique et technique, ainsi que de communication spécialisée; d'où le besoin crucial de traducteurs et traductrices pour l'intellectualisation de ces langues en vue de leur cohabitation harmonieuse avec les langues officielles aussi bien dans le système éducatif que dans d'autres secteurs de la vie active. L'intellectualisation des langues, qui est l'ensemble des mesures qui visent l'habilitation et la capacitation des langues à mieux assumer une fonction comme langue de réflexion académique, langue de recherche, du discours scientifique et d'expression des nouvelles connaissances dans les domaines des sciences et technologies et du savoir universel (Chumbow 2008, p. 95), va de pair avec une intense activité de traduction. C'est grâce à la traduction, entre autres, que des termes nouveaux sont créés, dotant ainsi les langues d'une terminologie suffisante pour exprimer la modernité. Les mécanismes de création terminologique par des processus divers (innovation sémantique, innovation lexicale, emprunt, etc.) participent à l'augmentation de l'inventaire lexical des langues peu dotées et à la capacitation de celles-ci à répondre aux exigences d'expression des connaissances nouvelles.

De la promotion de la cohésion sociale

L'un des rôles sociaux de la traduction est de permettre l'accès de tous et de toutes aux services de base (éducation, santé) et à la justice, assurant aussi l'égalité de traitement entre individus et favorisant la meilleure qualité de vie de tous et à toutes (Commission européenne - Direction générale de la traduction, 2010). Dans le contexte camerounais, l'ensemble de la population ne maîtrise pas suffisamment les langues officielles pour pouvoir, sans assistance, les utiliser dans les activités quotidiennes. Plusieurs citoyens et citoyennes, en zones rurales, voire urbaines, n'utilisent ni le français ni l'anglais, à l'écrit et/ou à l'oral, pour n'avoir pas été à l'école. Pourtant, les savoirs qui leur sont destinés ne sont communiqués que dans ces langues, ou ne sont disponibles que dans des documents rédigés dans ces langues, ce qui constitue un handicap à leur épanouissement sociopolitique et économique. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle de nombreux plans de développement, pourtant pensés par des experts et des expertes, connaissent des échecs successifs. À titre d'exemple, dans le domaine de l'agriculture, l'Institut de recherche agricole pour le développement (IRAD) au Cameroun produit des semences améliorées, met au point de nouvelles techniques concernant les cultures généralement pratiquées en zone rurale, mais ces découvertes ne sont pas à la portée des populations rurales. Elles demeurent élitistes et non populaires parce que les opuscules d'information ne sont ni produits ni traduits en langues nationales.

Dans le domaine de la santé, l'étude de Kayum (2012), par exemple, établit que les langues officielles utilisées dans les campagnes de sensibilisation pour les OMD (Objectifs du millénaire pour le développement) de santé au Cameroun ne sont pas accessibles à environ 70 % de la population cible; pour atteindre un plus grand nombre de personnes, notamment jusque dans les zones rurales, il y a une impérieuse nécessité de recourir aux langues des terroirs comme moyens de communication des réalités modernes. Dans la même optique, Ndeffo Tene (2009, p. 66) affirme que « la population n'étant pas scolarisée à

cent pour cent en français et en anglais, il est indispensable de traduire dans nos langues nationales les documents dont on aimerait qu'elle soit informée du contenu ». Les traducteurs et traductrices formé-e-s en langues nationales auraient donc pour mission, entre autres, de participer à la cohésion ou à l'inclusion sociale en facilitant l'accès de toutes les Camerounaises et de tous les Camerounais aux informations socialement importantes.

Les opportunités de la traduction à partir des/vers les langues locales

D'après Heilbron (cité par Engola, 2017, p. 193), « aucune langue d'Afrique sub-saharienne ne figure parmi les cinquante premières langues sources de traduction, ni parmi les cinquante premières langues cibles vers lesquelles sont effectuées les traductions ». La demande de traduction à partir des langues camerounaises et vers celles-ci, et par extension à partir des/vers les langues africaines, ne serait donc pas des plus dynamiques du marché de la traduction. Toutefois, au cours de ces dernières décennies, elle laisse entrevoir de réelles et belles perspectives. Eu égard (1) au souci du gouvernement camerounais de mettre en œuvre sa philosophie sociopolitique du multiculturalisme (qui met en avant la diversité linguistique et culturelle comme source d'enrichissement de la société, avec le respect du principe d'égalité entre les individus et le maintien de la cohésion de l'ensemble national), (2) au combat des Africains et Africaines pour une renaissance de leur continent, (3) aux avancées des TIC (Technologies de l'information et de la communication, (4) à l'expansion effrénée du phénomène de la mondialisation, etc., la demande de traduction dans les langues locales devient florissante tant au plan national qu'au plan international.

La mise en œuvre de la philosophie sociopolitique du multiculturalisme

Dans l'optique de la mise en œuvre du multiculturalisme, l'outillage des langues camerounaises en vue de leur utilisation dans le système éducatif et dans divers secteurs de la vie active passera, entre autres, par la production d'outils de références tels des lexiques spécialisés, des banques et bases de données terminologiques, etc., et par la traduction d'opuscules de vulgarisation et d'œuvres majeures à caractère universel vers ces langues, dans des domaines variés (littéraire, scientifique, philosophique, etc.). De tels projets constituent des opportunités pour des traducteurs et traductrices formé-e-s dans les langues nationales, bien que – il convient de le souligner – le succès de leur mise en œuvre soit conditionné par des actions et actes institutionnels de reconnaissance, d'impulsion et de budgétisation de la traduction en langues nationales, en tant qu'activité fondamentale pour le développement de la nation. Ainsi, dans le cadre de la phase 2 du projet IFADEM – RETHE (Initiative francophone pour la formation à distance des maîtres – recherche thématique) en 2016 au Cameroun, des lexiques bilingues (français/langues nationales) destinés à l'enseignement de quatre disciplines non linguistiques (DNL) dans quatre langues nationales, à savoir le bassaa, l'ewondo, le fulfulde et le ghomala, ont été élaborés avec le concours d'un comité de terminologie *ad hoc* constitué de linguistes et d'informateurs et informatrices, des locuteurs natifs et locutrices natives des langues citées, à défaut des ressources humaines formées spécialement en traduction en langues nationales. De même, dans le cadre de la première phase de l'initiative ELAN-AFRIQUE (École et langues nationales en Afrique) qui s'est achevée en avril 2017 au Cameroun, un lexique spécialisé de mathématiques a été élaboré en ewondo, grâce au concours d'une équipe constituée, entre autres, de linguistes, d'instituteurs et institutrices, d'enseignants et enseignantes de langues et cultures camerounaises et de mathématiques, presque tous et toutes locuteurs natifs et locutrices natives de cette langue.

La formation des traducteurs et traductrices en langues nationales pourrait également déboucher sur l'interprétation communautaire. Les interprètes communautaires formé-e-s seraient des médiateurs et médiatrices linguistiques fiables et capables d'aider sur le terrain les experts et expertes des organisations non gouvernementales (ONG) nationales et internationales confronté-e-s aux difficultés des échanges avec les populations locales. Ces interprètes communautaires seraient utiles aux hôpitaux, aux municipalités, aux tribunaux, aux services sociaux, aux coopératives, aux camps de réfugié-e-s, aux campagnes électorales, etc. afin de lutter contre l'aliénation des citoyens et citoyennes qui ne parlent pas les langues officielles.

Le combat pour la renaissance de l'Afrique

Le combat pour une renaissance profonde du continent africain constitue une autre opportunité pour les traducteurs et traductrices formé-e-s dans les langues locales dans la mesure où les intellectuel-le-s africain-e-s portent de plus en plus leurs réflexions sur les sources africaines du savoir. Les Africains et Africaines sont invité-e-s à articuler leur pensée et à concevoir leurs savoirs dans leurs propres langues avant de les faire traduire dans les langues internationales. Le prince Kum'a Dumbe III, enseignant-chercheur et président de la fondation *AfricAvenir* basée à Douala au Cameroun, a mis sur pied un groupe de travail, en 1981 à l'Université de Yaoundé, pour recueillir les témoignages en langues camerounaises de 176 personnes âgées de 70 à 110 ans dans l'optique de reconstituer l'histoire du Cameroun. Ces témoignages qui ont été publiés en 2019 sous la forme d'une vingtaine d'ouvrages (Kum'a Dumbe III, 2019) ont nécessité les services de traducteurs et traductrices des langues locales vers les langues officielles. La publication des vingt autres volumes prévus en nécessitera davantage.

Les avancées des TIC

Traduire vers les langues locales est aussi un terrain d'avenir pour l'industrie du numérique ou des technologies de l'information et de la communication. Les traducteurs et traductrices formé·e·s en langues nationales sont de plus en plus sollicité·e·s pour participer à des projets et programmes de traduction de logiciels spécialisés, de contenus web, de contenus de technologies mobiles pour différentes couches sociales, etc. À l'ère du numérique, le Cameroun, comme les autres pays d'Afrique subsaharienne, a plus que jamais besoin de *localisateurs* et de *localisatrices* ou de traducteurs et traductrices qui aideraient à la *localisation* en langues locales.

Dans la pratique, la localisation est à la fois un ensemble technique de démarches et de méthodes d'adaptation de logiciels et de contenus à des langues et des cultures données et, plus généralement, une activité d'entreprise intégrant les dimensions techniques, l'aménagement de données linguistiques et l'organisation nécessaires à l'atteinte de cet objectif. Dans l'ensemble, la localisation a pour but de faciliter l'utilisation de langues cibles dans les TIC et peut être considérée comme s'inscrivant dans une perspective plus large d'adaptation de la science et des technologies à divers milieux socioculturels (Osborn, 2011, p. 19).

Dans le sillage de la localisation, *Resulam*, par exemple, une association camerounaise à but non lucratif a choisi d'exploiter les nouvelles technologies pour diffuser aussi bien les langues camerounaises que certaines langues africaines en vue de leur revitalisation. Elle a déjà bénéficié de l'appui de certains bailleurs de fonds et développé quelques dizaines d'applications pour apprendre les langues locales. La plupart des applications que développe cette association (*Cameroon phrase book*, *Ewondo phrase book*, *Duala phrase book*, *Audio phrase book Nufi language*, *Ahmaric visual vocabulary*, *Swahili visual vocabulary*, *Apprendre le ghomala'*, les dictionnaires français-basaa, français-duala, etc.) nécessite le concours des traducteurs et traductrices en langues locales. À partir de l'application *Cameroon phrase book* par exemple, l'utilisateur ou

l'utilisatrice obtient dans une langue camerounaise de son choix la traduction d'une expression usuelle saisie en français ou en anglais. *Resulam* est en quête de traducteurs et traductrices en langues locales pour étendre le nombre de langues à travers les applications qu'elle élabore.

Par ailleurs, l'association camerounaise *Nouvelle Génération* a mis sur pied le *DicoTrad*, un logiciel qui permet d'apprendre les langues nationales. À partir d'un *Compact Disc* (CD) inséré dans un ordinateur, tout utilisateur ou toute utilisatrice peut s'initier aux chants et expressions courantes des cinq langues proposées pour l'instant : le fulfulde, l'ewondo, le basaa, le duala et le medumba. Le logiciel permet aux utilisateurs et utilisatrices d'obtenir, entre autres, la traduction automatique en français ou en anglais de mots provenant des langues nationales. L'association *Nouvelle génération* compte passer de cinq à onze langues grâce à l'appui financier qu'elle attend de certains organismes partenaires. Il existe également un site dénommé *Camerlangues* qui, s'inscrivant dans le cadre du développement de traducteurs automatiques, a été mis sur pied pour permettre d'effectuer des traductions instantanées dans les différentes langues locales du Cameroun. Des initiatives comme celles-là gagneraient davantage en crédibilité et en notoriété si les traducteurs et traductrices qui y interviennent étaient rigoureusement formé-e-s en langues nationales. Dans la même veine de la localisation de logiciels, s'inscrivent, à une échelle plus grande, des initiatives telles que le projet africain ANLoc (*African Network for Localization*), parrainé par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) du Canada qui soutient, entre autres, la traduction des logiciels en langues africaines, la formation professionnelle de traducteurs et traductrices de logiciels en langues africaines (en collaboration avec le *Localisation Research Center* à Limerick, en Irlande) et le développement des terminologies et des outils de gestion de la traduction de logiciels en langues africaines, afin d'aider à étendre le numérique sur le continent africain.

Les langues nationales dans la formation des traducteurs et traductrices au Cameroun : enjeux et propositions didactiques

Cependant, la localisation ne concerne pas seulement les logiciels, mais aussi les interfaces web, la téléphonie mobile, le sous-titrage, etc. Le programme *Google in your Language*, par exemple, propose plusieurs versions d'interfaces web en langues africaines et en prépare actuellement de nouvelles. Quant à la téléphonie mobile, les téléphones portables sont de plus en plus répandus; on en trouve jusque dans les zones rurales les plus reculées; les messages informatifs stéréotypés, vocaux ou écrits, qui n'existent qu'en langues officielles pourraient faire l'objet de traductions en langues nationales dans le cadre de projets dment élaborés. Toujours en termes d'opportunités offertes par la traduction dans les langues locales, le sous-titrage n'est pas en reste. Son importance dans l'acquisition et la préservation des langues locales, dans la diffusion des cultures et la promotion du multilinguisme n'est plus à démontrer. Dans ce domaine, l'association *Resulam* propose également, entre autres, des vidéos de bandes dessinées sous-titrées dans plusieurs langues camerounaises. D'autres projets synergiques impliquant des promoteurs et promotrices de chaînes de télévision, les pouvoirs publics et des organisations œuvrant pour la promotion des langues et cultures locales, etc. peuvent s'avérer très fructueux.

L'expansion effrénée de la mondialisation

Au-delà des opportunités offertes par le développement des technologies de l'information et de la communication, les traducteurs et traductrices en langues nationales sont plus que jamais des maillons essentiels de la communication eu égard à l'expansion effrénée de la mondialisation. Avec la pandémie du coronavirus qui s'est répandue dans le monde, par exemple, l'on s'est très vite rendu compte de la nécessité de traduire en langues nationales pour la sensibilisation de masse. C'est dans ce sillage qu'Henry Tourneux a présenté sur sa page *linkedin*, en aot 2020, une affiche sur le covid-19 que son équipe et lui ont réalisé dans le cadre de la traduction-adaptation en fulfulde. Le texte de l'affiche à traduire a été

fourni par l'*East Interpreters and Translators Association*. La traduction vers les langues nationales dans le cadre de la sensibilisation sur le covid-19 a également été matérialisée, entre autres, à travers plusieurs messages télévisés au Cameroun.

Par ailleurs, dans le domaine du commerce international, le besoin des entreprises de se rapprocher des clients et clientes situé-e-s de part et d'autre dans le monde est de plus en plus manifeste; des plateformes sont ainsi créées afin de permettre à toutes les couches sociales d'avoir un accès facile au marché mondial. Les promoteurs et promotrices de la plateforme numérique de traduction assistée par ordinateur et d'apprentissage automatique dénommée *OBTranslate*, par exemple, se sont donné pour objectif à long terme de traduire plus de 2000 langues africaines afin de promouvoir cette vision qui pourrait significativement contribuer à l'amélioration de l'économie africaine, à la création d'emplois et à l'homogénéisation des relations commerciales en Afrique.

De la nécessité de consolider les pratiques didactiques de la traduction dans les langues nationales à l'aune des expériences actuelles

Comme mentionné *supra*, les langues nationales constituent les grandes absentes des offres de formation en traduction au Cameroun. Ces offres sont beaucoup plus réservées aux langues officielles (le français et l'anglais) et aux langues étrangères telles que l'espagnol, l'allemand, le portugais, le chinois, etc. En revanche, au cours de ces deux dernières décennies, l'on observe une volonté manifeste de prise en compte des langues nationales dans certaines écoles et filières de traduction, à l'instar de l'ASTI (*Advanced School of Translators and Interpreters*) de Buéa, de l'ISTIC (Institut supérieur de traduction, d'interprétation et de communication) de Yaoundé, du programme de master professionnel en

Les langues nationales dans la formation des traducteurs et traductrices au Cameroun : enjeux et propositions didactiques

traduction de la F ALSH (Faculté des arts, lettres et sciences humaines) de l'Université de Yaoundé 1 et du programme de master professionnel en traduction de la F ALSH de l'Université de Maroua depuis l'année académique 2020-2021 (la traduction dans les langues nationales est prévue comme matière optionnelle). Les autres programmes de formation des traducteurs et traductrices traînent encore les pas, notamment la filière de traduction logée au département de langues étrangères appliquées de la F ALSH de l'Université de Dschang et la filière de traduction de l'Institut universitaire protestant de Yaoundé.

La gestion des classes multilingues constitue le principal défi de l'enseignement de la traduction dans les langues nationales. Les enseignants et enseignantes sont appelé-e-s à enseigner la traduction dans diverses langues nationales peu dotées pour la plupart et pas toujours maîtrisées à l'oral et/ou à l'écrit par les étudiants et étudiantes. Mais que peut-on spécifiquement apprendre des expériences en cours?

L'expérience de l'ASTI de Buéa

L'ASTI de Buéa apparaît comme l'institution pionnière du Cameroun en matière d'enseignement de la traduction dans les langues nationales, et ce, depuis 2008. Des entretiens semi-directifs menés auprès d'une dizaine d'étudiants et étudiantes et d'un enseignant de ce programme nous ont permis d'obtenir quelques informations relatives aux contenus et pratiques de classe. Il en ressort globalement qu'il n'existe pas de contenus prédéfinis pour ce cours qui apparaît comme optionnel sur la grille des programmes. Chaque enseignant ou enseignante désigné-e pour le dispenser le fait sur la base d'un plan de cours conçu selon sa sensibilité. Néanmoins, le directeur adjoint chargé des études, le chef des enseignements et de la recherche, et le chef de département veillent à la cohérence et à la pertinence de ces contenus dont l'accent est mis globalement sur les problèmes théorico-pratiques (théories de la traduction, techniques de traduction, procédés de développement

terminologique, interculturalité, traduction de textes pragmatiques et littéraires, etc.) et sur l'exercice professionnel de la traduction dans les langues africaines.

Cependant, si des éléments de linguistique africaine (les notions de dialecte, patois, inter-intelligibilité entre dialectes, classification et morphosyntaxe des langues africaines et camerounaises, etc.) sont peu ou prou évoqués dans le cadre de ce cours, l'on relève que les étudiants et étudiantes ne sont pas formé·e·s aux systèmes d'écriture des langues nationales. Or, il se trouve que plusieurs étudiants et étudiantes inscrit·e·s dans ce cours n'ont pas été au préalable en contact avec leur langue maternelle à l'écrit. Les étudiants et étudiantes, qui ont eu la chance de côtoyer antérieurement l'Alphabet général des langues nationales (AGLC), un alphabet développé en 1979 et publié en 1984 par les linguistes camerounais Tadadjeu et Sadembouo, ou le système d'écriture de leur langue maternelle, s'en inspirent gracieusement. Les autres étudiants et étudiantes présentent simplement des textes écrits sur la base des modèles des alphabets français et anglais. Pourtant, l'écriture des langues nationales ne devrait pas être laissée à l'improvisation, étant donné que la traduction ne saurait s'abstraire de l'écriture des langues et qu'il est naturel que toute langue dispose d'une norme écrite. La maîtrise orale des langues nationales étant implicitement un prérequis pour le cours de traduction dans les langues nationales à l'ASTI de Buéa, l'un des défis majeurs à relever dans le cadre de ce cours serait plutôt de mettre sur pied des mécanismes didactiques favorisant une acquisition de la pratique écrite systématique des langues nationales dans lesquelles les étudiants et étudiantes effectuent des traductions.

Les expériences de l'ISTIC de Yaoundé et de la FALSH de l'Université de Yaoundé I

L'ISTIC de Yaoundé connaît une avancée remarquable en matière d'offre de formation en traduction des langues nationales, notamment avec le master d'études africaines et traduction (MEAT) ouvert en 2015. Ce programme vise à former des traducteurs et traductrices aussi bien en langues officielles et étrangères qu'en langues africaines. Sa grille d'enseignements présente des matières qui permettraient aux élèves traducteurs et traductrices d'avoir une maîtrise suffisante de la traduction en langues nationales à l'issue de leur formation. Le programme prévoit des cours de linguistique africaine, d'écriture des langues africaines, d'écriture des langues camerounaises, de traduction française/langues africaines, traduction langues africaines/français, traduction anglais/langues africaines, traduction langues africaines/anglais, traduction des textes religieux en langues africaines, etc. Cependant, la constance de cette offre de formation n'est malheureusement pas encore acquise à cause d'un manque de postulants et de postulantes. Cette filière n'a connu qu'une seule promotion constituée de quatre candidates qui ont pourtant achevé brillamment leur parcours. Deux de ces lauréates viennent d'ailleurs d'intégrer les effectifs des traducteurs et traductrices de la Fonction publique camerounaise au début de l'année 2020. En amont des défis didactiques proprement dits, l'un des défis majeurs à relever en matière de formation en traduction en langues nationales serait donc d'abord d'amener des étudiants et étudiantes à s'y intéresser. La plupart des personnes qui souhaitent se former en traduction ne sont fort probablement pas suffisamment sensibilisées aux opportunités de la traduction en langues nationales.

Au plan didactique, bien que la grille des programmes d'enseignement du MEAT de l'ISTIC soit relativement bien élaborée pour offrir des compétences en traduction en langues africaines, il se trouve, à l'observation de l'unique promotion de ce programme de master, que les étudiantes qui y étaient impliquées n'ont pas été sélectionnées sur la base

de la maîtrise orale d'au moins une langue nationale. Pour avoir été à pied d'œuvre dans la formation de cette promotion, l'un des défis majeurs aura été de former des traductrices compétentes dans des langues nationales dont la maîtrise orale n'était pas préacquise. Quand bien même un étudiant ou une étudiante serait convenablement formé-e à la maîtrise du système d'écriture d'une langue nationale, il serait manifestement inadéquat, par exemple, de lui demander, au cours d'une évaluation sur table, de traduire des mots ou des textes dans une langue nationale dont il ou elle n'a pas la maîtrise orale. Une attestation de maîtrise orale serait un critère important de sélection des candidats et candidates pour ce programme. À défaut de cette exigence, des aménagements didactiques doivent être rigoureusement établis pour pallier ce manque, si l'on aspire à une formation de qualité.

Outre le programme de MEAT de l'ISTIC qui propose *a priori* suffisamment de compétences à acquérir en traduction dans les langues nationales, il existe au sein de la même école un autre programme de master en traduction (langues officielles et langues étrangères) dans lequel un cours intitulé « Initiation à la traduction en langues africaines » est dispensé pendant les trois premiers semestres. Il existe parallèlement à cela un cours de renforcement des compétences en langues nationales pendant les mêmes périodes de la formation. Cependant, en plus de la question de la maîtrise orale préalable des langues nationales par tous les étudiants et toutes les étudiantes, se pose le problème de l'enseignement des systèmes d'écriture. Deux alphabets distincts sont enseignés dans le cadre du cours d'« Initiation à la traduction en langues africaines », à savoir l'AGLC et le système A-Z; le système A-Z étant un alphabet bâti selon le modèle des alphabets français et anglais par Ndé (2015). Le problème posé par cette pratique est que certain-e-s étudiants et étudiantes qui rédigent des mémoires de traduction en langues nationales font parfois usage du système A-Z dans l'écriture de leur texte traduit, quand bien même leur langue dispose d'un système d'écriture rigoureusement élaboré selon le modèle de l'AGLC; ce qui, de manière disgracieuse, donne lieu à l'émergence de nouveaux systèmes d'écriture improvisés, le plus souvent incohérents et instables; des systèmes

Les langues nationales dans la formation des traducteurs et traductrices au Cameroun : enjeux et propositions didactiques d'écriture « de circonstance ». Pourtant, sans vouloir insinuer que l'AGLC serait une panacée pour l'écriture de toutes les langues camerounaises, ce qui ferait l'objet d'un autre débat, la vocation des étudiants et étudiantes en traduction n'est pas de créer des systèmes d'écriture. En revanche, il arrive que certaines langues dans lesquelles des étudiants et étudiantes sont appelés à traduire des textes ne disposent pas d'une norme écrite. Ne faut-il donc pas traduire dans de telles langues, en demeurant dans l'attente d'une éventuelle norme orthographique mise sur pied par des linguistes? D'où l'importance d'une didactisation systématique des pratiques écrites en langues nationales dans le cadre de ce programme.

La configuration didactique du cours d'« Initiation à la traduction en langues africaines » récemment introduit dans le programme de master en traduction de la FALSH de l'Université de Yaoundé 1 est relativement identique à celle du master en traduction de l'ISTIC, à la seule différence qu'un seul système d'écriture, l'AGLC, y est enseigné. En revanche, l'enseignement d'un alphabet ne saurait s'avérer suffisant pour rendre les étudiants et étudiantes aptes à écrire les langues nationales selon leurs normes orthographiques respectives. Notre expérience de formateur dans le cadre de ce cours nous aura tout au moins permis de poser les jalons d'une didactique en la matière.

Les défis qui viennent d'être présentés relativement à l'enseignement de la traduction en langues nationales au Cameroun ne sauraient s'avérer exhaustifs. Néanmoins, ils soulignent la nécessité de fixer les bases d'une didactique de cette discipline, eu égard aux contraintes liées au multilinguisme.

Vers une didactique de la traduction en langues nationales

La traduction peut être enseignée pour atteindre plusieurs objectifs, comme l'enseignement d'une langue étrangère, la formation de traducteurs et traductrices professionnel-le-s, la formation de formateurs et formatrices de traducteurs et traductrices, etc. C'est l'une des raisons pour laquelle

La conception d'un programme d'enseignement de la traduction pour un établissement donné dans un pays donné passe par une étude du marché de l'emploi, un audit de la situation politico-économique et académique dans laquelle doit s'inscrire le cursus, une analyse de la finalité visée par ce cursus et un recensement des moyens disponibles pour y parvenir (Durieux, 2005, p. 46).

Au regard des expériences et enjeux présentés supra, il se trouve qu'une consolidation des pratiques académiques actuelles est nécessaire pour répondre efficacement à la demande sociopolitique et économique en matière de traduction en langues nationales. La traduction n'étant pas une activité homogène, un seul modèle didactique ne saurait s'avérer suffisant pour ce faire. Néanmoins, afin de tisser la toile de fond de la formation des professionnel-le-s de cette discipline, la systématisation d'un certain nombre de paramètres liés aux contenus et approches pédagogiques nous interpelle.

À propos des contenus d'enseignement

Traduire à partir des langues nationales et vers celles-ci requiert un certain nombre de compétences des apprenants et apprenantes. En traduction, on part en général de la connaissance des langues qui interviennent dans le processus de transfert avant de se lancer dans les activités de transfert proprement dites. D'après Encarnación (2008),

Les langues nationales dans la formation des traducteurs et traductrices au Cameroun : enjeux et propositions didactiques

la compréhension d'une langue, la production dans une autre langue et la correction sont les compétences mises en jeu dans le processus de traduction. Dans le contexte camerounais, les langues officielles sont des prérequis qui apparaissent naturellement comme des précacuis. L'accent doit donc être mis sur l'enseignement/apprentissage des langues nationales et sur les particularités de celles-ci dans les activités de transfert.

En effet, les structures linguistiques des langues nationales se distinguent nettement de celles des langues européennes et nécessitent une formation particulière. Sur le plan de l'écriture, par exemple, plusieurs aspects présents dans les langues locales (à l'instar des tons, de certains sons, de certaines structures syllabiques, etc.) sont absents des langues européennes. Sur le plan de la grammaire, certaines catégories lexicales (comme les noms qualificatifs) ou grammaticales (comme les classes nominales), certains phénomènes morphosyntaxiques (comme l'expression du datif ou complément d'attribution par des extensions verbales de l'applicatif), etc. ont une configuration épistémologique complètement étrangère à celle des langues européennes. Sur le plan de la sémantique, les anisomorphismes socioculturels existant entre langues africaines et langues européennes méritent une attention particulière pour un meilleur transfert du sens des expressions. Par ailleurs, les théories, approches, méthodes et techniques de traduction nécessitent une contextualisation dès lors qu'il s'agit de traduire à partir des langues nationales ou vers celles-ci. Ainsi, pour former des praticiens et praticiennes de la traduction dans les langues nationales, les quelques éléments de contenus génériques (non exhaustifs) ci-après, avec les spécificités qui leur sont inhérentes, nous semblent indispensables :

- **les systèmes d'écriture** : les graphèmes (simples et complexes), les tons (nature, fixation, fonction), la variation des sons et des tons dans les phrases, l'écriture de la forme standard ou les conventions orthographiques de la langue (séparation des mots, traitement des séquences consonantiques et vocaliques, économie des tons, etc.), etc.;

- **la grammaire** : les catégories lexicales, les nominaux, les verbaux, les classes nominales, les règles d'accord, la conjugaison, la syntaxe, etc.;
- **la sémantique** : les différents sens du mot, les différents contextes d'usage du mot, les significations associatives (connotatives, stylistiques, etc.), les comparaisons (métaphores mortes, proverbes, symboles, etc.);
- **la terminologie** : les procédés d'enrichissement lexical (innovation sémantique, innovation lexicale, emprunt, etc.), les théories, approches et méthodes de la terminologie en langues nationales (terminologie culturelle, simplification terminologique, etc.), les banques et bases de données, etc.;
- **les stratégies de traduction** : les stratégies globales et locales;
- **les particularités de la traduction des textes littéraires** : les textes religieux (notions de traduisibilité, de traductibilité et d'exégèse, le Coran, la Bible, etc.), la littérature orale (contes, fables, récits, chants, épopées, etc.), les textes hybrides, etc.
- **la traduction des textes techniques ou pragmatiques** : les textes juridiques, les textes économiques, les textes agricoles, les textes médicaux, les panneaux publicitaires, les rapports, etc.

Au-delà de ces quelques éléments de contenus qui précèdent, il y a lieu de souligner que l'ensemble des cours traitant des outils d'aide à la traduction et à la localisation (sous-titrage, interfaces web, etc.) en langues officielles et étrangères est tout aussi bénéfique à la formation en traduction dans les langues nationales, pour autant qu'ils soient bien contextualisés. À cela peut s'adjoindre des cours de sociotraductologie portant notamment sur le métier et les enjeux de la traduction dans les langues africaines, etc.

De la pédagogie de la traduction en classe multilingue

Face à la multiplicité des langues nationales présentes dans les classes de traduction, l'enseignement/apprentissage hybride ou mixte, notamment la pédagogie inversée associée au format traditionnel d'apprentissage, apparaît comme une issue réaliste. Dans le format traditionnel, la source principale des connaissances est l'enseignant ou l'enseignante; tandis que dans la pédagogie inversée, les apprenant·e·s sont les acteurs et actrices de leurs apprentissages : les savoirs enseignés sont conçus sur la base de leurs besoins; ils sont invités à échanger et à coopérer avec d'autres personnes-ressources; le travail de groupe est encouragé, etc.

Le choix des ressources humaines appelées à dispenser des cours de traduction dans les langues nationales, sous le format de la pédagogie hybride, doit être rigoureux. Ces enseignants et enseignantes devraient être doté·e·s d'une expérience avérée, d'une part, sur l'étude des langues nationales (leurs systèmes d'écriture et leurs classifications génétique et typologique) et, d'autre part, sur les caractéristiques particulières de la traduction dans ces langues, afin de pouvoir guider efficacement les étudiants et étudiantes dans l'autodécouverte des langues nationales spécifiques dans et vers lesquelles ils ou elles sont appelé·e·s à traduire, et les doter des savoirs se rapportant aux particularités de la traduction dans ces langues. Il serait également idéal que seul·e·s les étudiants et étudiantes ayant au préalable une relative maîtrise orale des langues nationales soient admis·es aux cours de traduction dans les langues nationales, surtout dans des programmes qui y sont peu ou prou consacrés, à l'instar du MEAT de l'ISTIC présenté *supra*. C'est une condition quasi irréversible pour une formation qui se veut de qualité relativement optimale. Au cas où cette exigence n'est pas prise en compte dans le processus d'admission des étudiants et étudiantes, les évaluations sommatives devraient intégrer abondamment des travaux personnels des étudiants et étudiantes; ces derniers et ces dernières devraient être amené·e·s à effectuer des traductions en dehors du cadre de la classe, afin d'avoir la possibilité de travailler avec des personnes-ressources qui

les aideraient dans leur autoformation en langues nationales. Par conséquent, et par souci d'équité, les évaluations sur table, dans le cadre des contrôles continus et des examens semestriels, devraient être orientées majoritairement vers des aspects théoriques et moins vers des textes à traduire en classe, afin de ne pas pénaliser les étudiants et étudiantes qui n'ont pas la maîtrise orale d'une langue nationale.

Dans le processus de formation aux systèmes d'écriture, les étudiants et étudiantes doivent être initié-e-s aux généralités des alphabets et principes orthographiques des langues camerounaises, puis amené-e-s progressivement à l'autodécouverte des alphabets et systèmes orthographiques des langues nationales spécifiques qui les intéressent. L'AGLC, par exemple, présente un inventaire quasi exhaustif des sons spécifiques aux langues camerounaises, ainsi que des symboles qui harmonisent leur représentation graphique. Étant donné que la plupart des langues camerounaises, avec le concours de l'ANACLAC (Association nationale des comités de langues camerounaises), sont aujourd'hui écrites sur la base de l'AGLC, l'enseignant ou l'enseignante, après avoir présenté les graphèmes de cet alphabet, devrait amener les étudiants et étudiantes à reconnaître les sons présents dans leurs langues locales respectives et à les représenter selon les modèles graphiques de l'AGLC. L'enseignant ou l'enseignante devrait ensuite inviter les étudiants et les étudiantes à se rapprocher de leurs comités de langues respectifs et/ou des personnes-ressources qui pourraient les aider à avoir une connaissance précise des principes orthographiques retenus pour l'écriture exhaustive de leur langue. Il ou elle devrait également les orienter vers la documentation adéquate (manuels de transition, abécédaires, syllabaires, lexiques, dictionnaires, etc.). Les travaux de groupes, comme recommandé dans la pédagogie inversée, devraient également intégrer le processus d'apprentissage.

En ce qui concerne l'enseignement des grammaires spécifiques, de la sémantique et de l'activité de traduction dans les langues nationales, la démarche hybride consistera également en des cours génériques de cadrage accompagnés des travaux personnels de l'étudiant ou de

Les langues nationales dans la formation des traducteurs et traductrices au Cameroun : enjeux et propositions didactiques l'étudiante. Par ailleurs, la formation en langues nationales devrait permettre aux élèves traducteurs et traductrices dont les langues nationales ne sont pas encore écrites de proposer des principes d'écriture et des règles de grammaire provisoires, sous la supervision des enseignants et enseignantes qui auront la charge d'assurer tout au moins leur cohérence.

Conclusion

Le but de ce travail de recherche était de mettre en exergue les enjeux de la formation en traduction dans les langues nationales au Cameroun et d'émettre des propositions didactiques pour consolider les pratiques actuelles. Au terme de cette recherche, il apparaît que la demande de traduction en les langues camerounaises s'annonce prometteuse, bien que n'étant pas des plus dynamiques du marché de la traduction à l'heure actuelle. L'intérêt de traduire est certes encore porté majoritairement vers les langues internationales (l'anglais, le français, l'allemand, l'espagnol, le chinois, etc.), mais eu égard au souci du gouvernement camerounais de mettre en œuvre sa philosophie sociopolitique du multiculturalisme, au projet de renaissance africaine, aux avancées des TIC, à l'expansion effrénée du processus de mondialisation, etc., la demande de traduction dans les langues locales devient de plus en plus florissante tant au plan national qu'au plan international, d'où l'intérêt de consolider les pratiques actuelles d'enseignement de cette discipline pour répondre efficacement aux sollicitations sociopolitiques et économiques en la matière. Dans cette veine, l'expérience camerounaise gagnerait à être plus rigoureuse dans ses diverses démarches didactiques, en mettant un accent particulier sur la pratique écrite des langues nationales et sur les particularités de celles-ci dans les activités de transfert. Les défis

inhérents au multilingue peuvent être relevés grâce à la pédagogie hybride, notamment la pédagogie inversée associée au format traditionnel d'apprentissage.

Références

- Biloua, Edmond. 2013. Le partenariat langues officielles et langues identitaires camerounaises : quelques propositions d'aménagement linguistique et didactique. Dans Musanji Ngalasso-Mwatha (dir.), *Le Français et les langues partenaires: convivialité et compétitivité* (347-364). Bordeaux: Presses universitaires de Bordeaux.
- Binam Bikoi, Charles. 2012. *Cartographie administrative des langues du Cameroun*. Yaoundé: CERDOTOLA.
- Bitjaa Kody, Zachée Denis. 2012. Pour une réforme linguistique du secteur de l'éducation au Cameroun. Dans Mendo Zé, Gervais et Louis-Martin Onguéné Essono (dir.), *Langues nationales en situation. Réflexions pour la revalorisation des langues premières* (37-47). Yaoundé : CLÉ.
- Chumbow Beban, Sammy. 2008. La politique linguistique de l'Union africaine et la diversité linguistique. Dans Bitjaa Kody, Zachée Denis (dir.), *Universités francophones et diversité linguistique* (85-100). Yaoundé : Harmattan.
- Commission européenne – Direction générale de la Traduction. 2010. *Études sur la traduction et le multilinguisme. Contribution de la traduction à la société multilingue dans l'Union européenne*. Luxembourg : Office des publications de l'Union européenne. URL : <https://op.europa.eu/fr/publication-detail/-/publication/7d0a5d03-5c81-44df-9861-430a3d1c535f>
- Durieux, Christine. 2005. L'enseignement de la traduction : enjeux et démarches. *Meta*, 50(1), 36 – 47. <https://doi.org/10.7202/010655ar>

- Les langues nationales dans la formation des traducteurs et traductrices au Cameroun : enjeux et propositions didactiques
- Encarnación, Arroyo. 2008. L'enseignement de la traduction et la traduction dans l'enseignement, *Cahiers de l'APLIUT*, XXVII (1), 80-89.
- Engola, Stéphanie. 2017. L'incomplétude des politiques de revalorisation des langues nationales en Afrique sub-saharienne. Dans Ebongue, Augustin Emmanuel et Ellen Hurst (dir.), *Sociolinguistics in African Contexts. Perspectives and Challenges* (191-206). New York: Springer.
- Gambier, Yves. 2007. Y a-t-il place pour une sociotraductologie?. Dans Wolf, Michaela and Fukari, Alexandra (dir.), *Constructing a Sociology of Translation* (205-218). Amsterdam and Philadelphia: John Benjamins.
- Kayum, Carole. 2012. *Language use and Communication in the Appropriation of the Health Millennium Development Goals in Cameroon*. Master Thesis in Applied Linguistics, University of Yaounde I.
- Kum'a Ndumbe III. 2019. 2ème Rencontre Internationale de Douala, 25-26 novembre 2019 – Fondation AfricAvenir International, *Restitution de la mémoire collective africaine, source de l'innovation d'une Afrique en marche : le Cameroun profond témoigne et alerte*. Document de base de ces 38 ans de recherche-action.
- Ndé. 2015. *Introduction au système A-Z. Nouvelle méthode d'écriture des langues camerounaises et africaines*. Yaoundé: ACCOM.
- Ndeffo Tene, Alexandre. 2009. La pratique de la traduction et de l'interprétation dans une société multilingue : Défis et perspectives. Dans Chia, Emmanuel, Suh Che, Joseph et Alexandre Ndeffo Tene (dir.), *Perspectives on Translation and Interpretation in Cameroon* (59-70). Bamenda : Langaa.
- Osborn, Don. 2011. *Les Langues africaines à l'ère du numérique*. Ottawa: Les Presses de l'Université Laval- CRDI.
- Tadadjou, Maurice et Sadembouo, Étienne. 1984. *Alphabet général des langues camerounaises*. Yaoundé: Institut des Sciences humaines (ISH).
- Wolf, Michaela and Fukari, Alexandra (dir.). 2007. *Constructing a Sociology of Translation*. Amsterdam and Philadelphia: John Benjamins.

Maxime Yves Julien MANIFI ABOUH

L'auteur est titulaire d'un doctorat PhD en Langues africaines et linguistique obtenu en 2014 à l'Université de Yaoundé I, institution dans laquelle il exerce en qualité d'enseignant-chercheur. Il est auteur de plusieurs publications scientifiques dans les domaines suivants : description linguistique, didactique plurilingue, aménagement linguistique, traductologie et terminologie en langues africaines.

Contact : maxmanifi@yahoo.fr

En ligne à :

<https://www.revues.scienceafrique.org/tafsiri/texte/manifi2021/>

Pour citer cet article : Manifi Abouh, Maxime Yves Julien. 2021. Les langues nationales dans la formation des traducteurs et traductrices au Cameroun : enjeux et propositions didactiques. TAF SIRI. Revue panafricaine de traduction et d'interprétation, 1(1), 77-104. DOI : 10.46711/tafsiri.2021.1.1.5